



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIGALNOR

Route du Hoc

76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : 202230126_VI_SIGALNOR_ApprovisionnementCiterne

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SIGALNOR implanté Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un porter à connaissance reçu le 22 avril 2022 relatif à une modification temporaire des conditions d'approvisionnement du centre emplisseur SIGALNOR. Il s'agit de réaliser les approvisionnements de GPL du centre emplisseur par camion-citerne pendant une durée d'indisponibilité de l'alimentation habituelle par pipeline, liée à des travaux de requalification de bac et des travaux de racleage de tuyauteries.

L'inspection souligne que des circonstances exceptionnelles conduisant à mettre en place temporairement un approvisionnement par camion citerne avaient déjà été portées à la connaissance de l'inspection à deux occasions en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGALNOR
- Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

La société SIGALNOR exploite un centre emplisseur de GPL sur la commune de Gonfreville l'Orcher, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2005 modifié.

L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut pour son activité de stockage de GPL.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne -1	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article Article 1.3	/	Sans objet
2	Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne - 2	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3	/	Sans objet
3	Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne -3	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(en)t été donnée(s)	Autre information
4	Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne -4	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La modification portée à la connaissance de l'administration par courrier reçu le 22 avril 2022, consistant à exceptionnellement approvisionner son centre emplisseur par camion citerne, en cas d'indisponibilité des approvisionnements par tuyauteries, ne relève pas d'un projet soumis à une procédure d'évaluation environnementale ou de cas par cas.

Les phénomènes dangereux redoutés associés à cette modification du mode d'approvisionnement du centre emplisseur, comprennent les phénomènes liés à une rupture de flexible et les phénomènes de BLEVE du camion citerne. Ces phénomènes dangereux sont étudiés par l'analyse de risque incluse dans le porter à connaissance.

Aucune nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population n'apparaît impactée par les effets létaux des nouveaux phénomènes dangereux étudiés et aucune nouvelle mesure d'urbanisation^a ne semble rendue applicable.

La modification n'apparaît pas présenter de caractère substantiel au sens de l'article R181-46-III§1.a du code de l'environnement.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'inspection a constaté que toutes les actions décrites par l'exploitant dans son porter à connaissance ont bien été mises en place.

2-4) Fiches de constats

^a : au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article Article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. --- En particulier, l'approvisionnement temporaire par camion-citerne est exploité conformément aux dispositions du porter à connaissance transmis le 22 avril 2022 : 1. EMLACEMENT DE LA CITERNE Selon l'exploitation : - Positionné dans le sens du départ la citerne le long du RST 3500 m3 (à une distance minimale de 1 mètre) et raccordé au banc SIGNALNOR avec flexible camion : <ul style="list-style-type: none">• Sur un terrain plat.• Au niveau de l'aire P35.• L'arrière de la citerne orienté vers la pomperie GPL. Ou - Positionné dans le sens du départ la citerne au fond de la zone pomperie et raccordé au banc SIGNALNOR avec flexible camion <ul style="list-style-type: none">• Sur un terrain plat.• Au niveau de la zone 15 (travaux divers).• L'arrière de la citerne orienté vers la pomperie GPL. Un canon incendie 2000L/min est orienté vers la citerne (jet diffus). Deux rideaux d'eau sont placés entre la citerne et la pomperie, entre la citerne et la cour. Des détecteurs gaz mobiles sont judicieusement placés, notamment au niveau des piquages de la citerne et le long des flexibles. L'aire de casiers P35 est vide. Les activités d'emplissage de P35 ne sont pas autorisées lors de la présence d'un camion-citerne. La circulation de chariots élévateurs est interdite dans la zone P35 lors de la présence d'un camion-citerne.
Constats : L'inspection s'est rendue sur le centre emplisseur SIGNALNOR le 26 janvier 2023 matin, à l'occasion d'un chargement programmé par un camion citerne. L'inspection a constaté que la citerne s'est bien positionnée à l'emplacement situé le long du RST, conformément à la description du porter à connaissance du 22 avril 2022. Les moyens mobiles de protection incendie prépositionnés autour de la citerne comprennent : <ul style="list-style-type: none">* deux queues-de-paon au nord de la citerne ;* deux queues-de-paon et le canon mobile, au sud, entre la citerne et la pomperie. L'aire de casier P35 est bien vide. L'inspection n'a pas constaté de circulation de chariot élévateur pendant la présence du camion-citerne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne - 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. --- En particulier, l'approvisionnement temporaire par camion-citerne est exploité conformément aux dispositions du porter à connaissance transmis le 22 avril 2022 : 2. ARRIVEE D'UN CAMION-CITERNE Le poste de garde signale au Responsable d'exploitation l'arrivée d'un camion-citerne. L'entrée du camion-citerne sur le site est interdite si un autre camion-citerne se trouve déjà à l'intérieur du site, raccordé ou non. Avec un accompagnant SIGALNOR, Le chauffeur du camion-citerne (feux et radio éteints) se dirige vers l'aire de déchargement et positionne son ensemble de manière à ce que l'arrière de la citerne soit orienté vers la pomperie GPL. Le chauffeur : <ul style="list-style-type: none">• Coupe le moteur.• Enclenche les freins du tracteur et de la citerne.• Ferme les vitres du tracteur..• Positionne des cales sur les essieux du tracteur et de la citerne. Le personnel SIGALNOR relie la citerne à la charpente métallique de la pomperie GPL (mise à la terre).
Constats : L'inspection a constaté que les étapes de la procédure ont bien été respectées lors de l'arrivée du camion citerne. L'inspection note qu'après ces étapes, le moteur du camion est redémarré pour alimenter le groupe de pompage. Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">* la procédure interne révisée le 5 septembre 2022 incluant les consignes d'exploitation temporaire en cas de chargements par camion-citernes. L'inspection souligne que le document est illustré par des photographies claires.* l'accueil sécurité des chauffeurs et le protocole. En particulier, l'accueil sécurité du chauffeur du camion-citerne présent le 26 janvier matin, est valide jusqu'au 9 janvier 2025.* le formulaire FO59 de vérification de conformité des chauffeurs, citernes et tracteurs. L'exploitant dispose et a présenté à l'inspection :<ul style="list-style-type: none">• une copie du permis de conduire, de la formation ADR , de la qualification CFBP et de la Formation Initiale Minimale Obligatoire, pour le chauffeur du camion-citerne présent le 26 janvier matin.• une copie de la carte grise, du contrôle technique et du certificat d'agrément du tracteur présent le 26 janvier matin.• une copie de la carte grise, du contrôle technique, de certificat de conformité APRAGAZ, du certificat d'agrément et du procès verbal de contrôle des flexibles, pour la citerne présente le 26 janvier matin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des consignes d'approvisionnement par camion-citerne -3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et

exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'approvisionnement temporaire par camion-citerne est exploité conformément aux dispositions du porter à connaissance transmis le 22 avril 2022 :

RACCORDEMENT AU BANC DE COMPTAGE BUTANE DE LA POMPERIE ET DECHARGEMENT

Au niveau de la pomperie propane, le flexible du camion est raccordé à la manchette de déchargement après compteur.

Le Pompiste coordonne l'opération avec le chauffeur

Celui-ci :

- Réalise un balisage entre le quai P35 et l'angle du bâtiment vestiaire pour garantir qu'aucune circulation d'engin ne puisse avoir lieu pendant la durée de la présence du gros porteur.
- S'assure que la citerne soit correctement raccordée à la terre du site.
- S'assure qu'une balise de détection portable soit positionnée à mi-parcours des flexibles.
- S'assure qu'une balise de détection portable soit positionnée au niveau de la cabine du gros porteur.
- S'assure que la vanne ¼ de tour au niveau du piquage du banc de comptage propane est fermée.
- Connecte le flexible d'emplissage du camion sur le piquage du banc de comptage propane dédié.
- Demande au chauffeur d'ouvrir le circuit hydraulique de la citerne.
- Demande au chauffeur d'ouvrir les vannes de la citerne.
- Etablit le circuit d'emplissage vers le réservoir propane 118m3 (vannes manuelles et vannes automatiques).
- Appelle le responsable exploitation, à défaut le Responsable Maintenance ou le chef de centre pour valider le raccordement et autoriser le démarrage du transfert.
- Démarre la pompe butane du camion.

Le chauffeur :

- Reste au niveau du bouton d'arrêt d'urgence de l'ensemble afin de pouvoir fermer le clapet de la citerne en cas d'incident.
- Surveille le niveau de sa citerne à la jauge et prévient immédiatement de pompiste ; en cas d'anomalie.
- Surveille le niveau de sa citerne à la jauge et informe le pompiste lorsque la jauge atteint 15%.

Pendant toute la durée du transfert, l'équipe de production sera renforcée d'une personne au niveau de la pomperie en lien radio permanent avec le pompiste qui reste prêt à stopper le transfert sans délai.

L'opération se fait sous la surveillance permanente d'une troisième personne SIGALNOR placée au niveau d'un bouton d'arrêt d'urgence (quai P35 ou pomperie ou quai de vidange).

Son rôle est de surveiller l'opération et d'intervenir en urgence sur le bouton pour mettre en sécurité le site :

- à la demande éventuelle du pompiste en charge de l'opération
- sur sa propre initiative en cas de constat de fuite de gaz

Constats :

L'inspection a constaté, lors du chargement réalisé le matin de la visite, que toutes les étapes de la procédure ci-dessus avaient bien été appliquées.

L'inspection note que pour fermer le clapet de la citerne en cas d'incident, trois boutons d'arrêt d'urgence sont situés sur la citerne, et que le chauffeur dispose en outre d'une télécommande.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>---</p> <p>En particulier, l'approvisionnement temporaire par camion-citerne est exploité conformément aux dispositions du porter à connaissance transmis le 22 avril 2022 :</p>
<p>4. FIN DU DECHARGEMENT</p> <p>L'opération se fait sous la surveillance permanente d'un personnel SIGALNOR placé au niveau d'un bouton d'arrêt d'urgence (quai P35 ou pomperie ou quai de vidange)</p> <p>A la fin du déchargement (lorsqu'il reste 5 % de produit dans la citerne), le pompiste :</p> <ul style="list-style-type: none">• Demande au chauffeur de fermer d'arrêter la pompe de la citerne.• Demande au chauffeur de fermer les vannes de la citerne.• Ferme le circuit d'emplissage vers le réservoir propane 118m3 (vannes manuelles et vannes automatiques.• Ferme la vanne ¼ de tour au niveau du piquage du banc de comptage propane.• Demande au chauffeur de fermer le circuit hydraulique de la citerne.• Demande au chauffeur de fermer les vannes de la citerne.• Déconnecte le flexible d'emplissage du camion sur le piquage du banc de comptage butane dédié.• Récupère les balises de détection et les range en local technique.• Fait le nécessaire pour assurer la mise en charge de la balise de détection gaz pour les prochains déchargements.• Déconnecte la mise à la terre du camion.• Autorise le chauffeur à enlever ses cales et à quitter le dépôt. <p>Le guidage du chauffeur est assuré par du personnel SIGALNOR du départ de la zone de déchargement jusqu'à évacuation hors du site.</p> <p>L'ensemble des personnes formées reçoit un exemplaire de la présente consigne temporaire du 04/02/2021.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté, lors du chargement réalisé le matin de la visite, que toutes les étapes de la procédure ci-dessus avaient bien été appliquées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite